

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION SPECIFIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Association **INTER-MADE**
sise La Friche, Belle de Mai
41 RUE JOBIN
13003 MARSEILLE

représentée par Son Président, Monsieur Emmanuel DELANNOY

ci-après désignée **« Inter-Made »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du développement économique, de l'emploi et de l'insertion.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, dans le cadre de sa programmation 2024, à réaliser les actions conformes à son objet social, à savoir :

- « **Emergence, création et développement des entreprises de l'ESS** » dont l'objectif est d'encourager, faciliter et sécuriser le développement d'entreprises de l'économie sociale et solidaire en réponse aux enjeux de transition du territoire métropolitain hors secteur nord.
- « **Développer l'ESS (sur le secteur nord) : Starter, Couveuse, et rencontres** » vise à accompagner les porteurs de projets ESS à créer leur entreprise via un parcours d'accompagnement, des rencontres et l'activité de couveuse de l'association, sur les communes du secteur nord via une antenne implantée à Vitrolles.
- « **CitésLab Vitrolles** » qui consiste à détecter, préparer et orienter les entrepreneurs en devenir et en activité des QPV à Vitrolles.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2024.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budgets prévisionnels des actions :

- L'annexe I à la présente convention précise :

Le budget prévisionnel des trois actions précitées, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de l'action, objet de la présente convention, :

- « **Emergence, création et développement des entreprises de l'ESS** » est d'un montant de 274 546 €.
- « **Développer l'ESS (sur le secteur nord) : Starter, Couveuse, et rencontres** » est d'un montant de 115 424 €.
- « **CitésLab Vitrolles** » est d'un montant de 37 100 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole pour l'action :

- **Emergence, création et développement des entreprises de l'ESS** » est d'un montant de 20 000 € et représente 7,3 % du budget prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).
- « **Développer l'ESS (sur le secteur nord) : Starter, Couveuse, et rencontres** » est d'un montant 45 000 € et représente de 40,0 % du budget prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).
- « **CitésLab Vitrolles** » est d'un montant de 8 000 € et représente 21,6 % du budget prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Le compte rendu financier de l'emploi de la subvention pour chacune des actions** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée ;

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes (la version détaillée);**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Convention annuelle d'objectifs – Subvention spécifique

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

Le Président

**La Présidente
Martine VASSAL**

ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS Inter-Made

Budget Prévisionnel 2024 de l'Action « Emergence, création et développement des entreprises de l'ESS »

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 24

CHARGES DIRECTES	MONTANT ¹²	€	RESSOURCES DIRECTES	MONTANT ¹²	€
60 - Achats	1 103	€	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	18 160	€
Achats stockés (matières premières, autres)	0	€	73 - Dotation et produits de tarification	0	€
Achats d'études et de prestations de services	0	€	74 - Subventions d'exploitation (13)	243 442	€
Achats de matériel, équipements et travaux	593	€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)	31	€	Carrefour de l'entrepreneuriat	5 755	€
Achats de marchandises	0	€			€
Autres achats	479	€			€
61 - Services extérieurs	20 621	€	Région(s)		€
Sous-traitance générale	84	€	CR PACA	45 103	€
Redevances de crédit-bail	0	€	Département(s)		€
Locations mobilières et immobilières	16 078	€	CD13	10 000	€
Charges locatives et de copropriété	0	€			€
Entretien et réparations	3 714	€	TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoire(s)	40 000	€
Primes d'assurances	496	€	Métropole Aix Marseille Provence (Échelon central)	40 000	€
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)	249	€	Territoire Marseille-Provence		€
62 - Autres services extérieurs	39 673	€	Territoire du Pays d'Aix		€
Personnel extérieur	0	€	Territoire du Pays Salonais		€
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	30 205	€	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile		€
Publicité, information et publications	1 939	€	Territoire Istres-Ouest Provence		€
Transports de biens et transports collectifs du personnel	0	€	Territoire du Pays de Martigues		€
Déplacements, missions et réceptions	4 238	€	Communes		€
Frais postaux et de télécommunications	870	€	Ville de Marseille	19 500	€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)	2 421	€			€
63 - Impôts et taxes	7 233	€	Organismes sociaux (détailler) :	0	€
Impôts et taxes sur rémunérations	7 233	€	Fonds européens	83 584	€
Autres impôts et taxes	0	€	L'Agence de services et de paiement	0	€
64 - Charges de personnel	205 916	€	Autres établissements publics	0	€
Rémunérations du personnel	151 272	€	Aides privées	39 500	€
Charges sociales	46 358	€	75 - Autres produits de gestion courante	7 986	€
Autres charges de personnel	8 286	€	Dont cotisations, dons manuels ou legs	550	€
65 - Autres charges de gestion courante	0	€	76 - Produits financiers	0	€
66 - Charges financières	0	€	77 - Produits exceptionnels	0	€
67 - Charges exceptionnelles	0	€	78 - Reprises sur amortissements provisions	0	€
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées	0	€	79 - Transfert de charges	0	€
69 - Impôts sur les bénéfices	0	€			€
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
Charges fixes de fonctionnement	0	€	Quote-part de subvention d'investissement + transfert de charges	4 958	€
Frais financier	0	€			€
Autres	0	€			€
TOTAL DES CHARGES	274 546	€	TOTAL DES PRODUITS	274 546	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹⁴					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	€	87 - Contributions volontaires en nature	0	€
Secours en nature	0	€	Bénévolat	0	€
Mise à disposition gratuite biens et prestations	0	€	Prestation en nature	0	€
Personnel bénévole	0	€	Dons en nature	0	€
TOTAL GENERAL DES CHARGES	274 546		TOTAL GENERAL DES PRODUITS	274 546	

Fait à : Marseille

Le 29/09/2023

Signature du Président

Cachet de l'association



¹² Ne pas indiquer les centimes d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Budget Prévisionnel 2024 de l'Action « Développer l'ESS (sur le secteur nord) : Starter, Couveuse, et rencontres »

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 24

CHARGES DIRECTES		MONTANT ¹²	RESSOURCES DIRECTES		MONTANT ¹²
60 - Achats	463	€	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	13	€
Achats stockés (matières premières, autres)	0	€	73 - Dotation et produits de tarification	0	€
Achats d'études et de prestations de services	0	€	74 - Subventions d'exploitation (13)	91 756	€
Achats de matériel, équipements et travaux	193	€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)	270	€	CGET Politique de la Ville + FONJEP	7 107	€
Achats de marchandises	0	€			€
Autres achats	0	€			€
61 - Services extérieurs	8 296	€	Région(s)		€
Sous-traitance générale	36	€	CR PACA	14 146	€
Redevances de crédit-bail	0	€			€
Locations mobilières et immobilières	6 851	€	Département(s)		€
Charges locatives et de copropriété	0	€			€
Entretien et réparations	1 124	€			€
Primes d'assurances	213	€	TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoire(s)	45 000	€
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)	72	€	Métropole Aix Marseille Provence (Échelon central)		€
62 - Autres services extérieurs	17 834	€	Territoire Marseille-Provence		€
Personnel extérieur	67	€	Territoire du Pays d'Aix	45 000	€
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 105	€	Territoire du Pays Salonais		€
Publicité, information et publications	6 325	€	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile		€
Transports de biens et transports collectifs du personnel	0	€	Territoire Istres-Ouest Provence		€
Déplacements, missions et réceptions	2104	€	Territoire du Pays de Martigues		€
Frais postaux et de télécommunications	313	€	Communes		€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)	920	€	Ville de Vitrolles (droit commun + politique de la ville)	11 000	€
63 - Impôts et taxes	3109	€			€
Impôts et taxes sur rémunérations	3109	€	Organismes sociaux (détailler) :	0	€
Autres impôts et taxes	0	€	Fonds européens	14 503	€
64 - Charges de personnel	83964	€	L'agence de services et de paiement	0	€
Rémunérations du personnel	617 71	€	Autres établissements publics	0	€
Charges sociales	18 631	€	Aides privées	0	€
Autres charges de personnel	3 562	€	75 - Autres produits de gestion courante	1 886	€
65 - Autres charges de gestion courante	1 758	€	Dont cotisations, dons manuels ou legs	206	€
66 - Charges financières	0	€	76 - Produits financiers	0	€
67 - Charges exceptionnelles	0	€	77 - Produits exceptionnels	0	€
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées	0	€	78 - Reprises sur amortissements provisions	0	€
69 - Impôts sur les bénéfices	0	€	79 - Transfert de charges	1 362	€
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
Charges fixes de fonctionnement	0	€	Part de recettes des autres activités attribuées à l'action	19 639	€
Frais financier	0	€	Quote-part de subvention d'investissement	768	€
Autres	0	€			€
TOTAL DES CHARGES	115 424	€	TOTAL DES PRODUITS	115 424	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹⁴					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	3260	€	87 - Contributions volontaires en nature	3 260	€
Secours en nature	0	€	Bénévolat	208	€
Mise à disposition gratuite biens et prestations	3052	€	Prestation en nature	3 052	€
Personnel bénévole	208	€	Dons en nature	0	€
TOTAL GENERAL DES CHARGES	118 884	€	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	118 884	€

Fait à : Marseille

Le 29/09/2023

Signature du Président



Cachet de l'association



¹² Ne pas indiquer les centimes d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Budget Prévisionnel 2024 de l'Action « Citéslab Vitrolles »

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 24

CHARGES DIRECTES		MONTANT ¹²	RESSOURCES DIRECTES		MONTANT ¹²
60 - Achats		134	€	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0
Achats stockés (matières premières, autres)		0	€	73 - Dotation et produits de tarification	0
Achats d'études et de prestations de services		0	€	74 - Subventions d'exploitation (13)	36 245
Achats de matériel, équipements et travaux		74	€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		60	€	CGET Politique de la Ville	6 000
Achats de marchandises		0	€		
Autres achats		0	€		
61 - Services extérieurs		1 859	€	Région(s)	
Sous-traitance générale		14	€		
Redevances de crédit-bail		0	€		
Locations mobilières et immobilières		1303	€	Département(s)	
Charges locatives et de copropriété		0	€		
Entretien et réparations		432	€		
Primes d'assurances		82	€	TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoire(s)	11 000
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		28	€	Métropole Aix Marseille Provence (Echelon central)	
62 - Autres services extérieurs		2 487	€	Territoire Marseille-Provence	
Personnel extérieur		26	€	Territoire du Pays d'Aix	11 000
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		650	€	Territoire du Pays Salonais	
Publicité, information et publications		155	€	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile	
Transports de biens et transports collectifs du personnel		0	€	Territoire Istres-Ouest Provence	
Déplacements, missions et réceptions		1305	€	Territoire du Pays de Martigues	
Frais postaux et de télécommunications		127	€	Communes	
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		224	€	Ville de Vitrolles (droit commun + politique de la ville)	5 500
63 - Impôts et taxes		1 195	€		
Impôts et taxes sur rémunérations		1195	€	Organismes sociaux (détailler):	0
Autres impôts et taxes		0	€	Fonds européens	0
64 - Charges de personnel		31 425	€	L'agence de services et de paiement	0
Rémunérations du personnel		23 355	€	Autres établissements publics	13 745
Charges sociales		6 701	€	Aides privées	0
Autres charges de personnel		1 369	€	75 - Autres produits de gestion courante	0
65 - Autres charges de gestion courante		0	€	Dont cotisations, dons manuels ou legs	0
66 - Charges financières		0	€	76 - Produits financiers	0
67 - Charges exceptionnelles		0	€	77 - Produits exceptionnels	0
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		0	€	78 - Reprises sur amortissements provisions	0
69 - Impôts sur les bénéfices		0	€	79 - Transfert de charges	524
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
Charges fixes de fonctionnement		0	€	Quote-part de subvention d'investissement	294
Frais financier		0	€	Part de recettes des autres activités attribuées à l'action	37
Autres		0	€		
TOTAL DES CHARGES		37 100	€	TOTAL DES PRODUITS	37 100
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹⁴					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		1 253	€	87 - Contributions volontaires en nature	1253
Secours en nature		0	€	Bénévolat	80
Mise à disposition gratuite biens et prestations		1173	€	Prestation en nature	1173
Personnel bénévole		80	€	Dons en nature	0
TOTAL GENERAL DES CHARGES		38 353	€	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	38 353

Fait à : Marseille

Le 29/09/2023

Signature du Président



inter made
Citélab de l'économie sociale

Cachet de l'association

www.inter-made.org

04 91 50 66 16
41 rue Jobin
13003 Marseille

¹² Ne pas indiquer les centimes d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.